

EN ATTENDANT LES RÉACTIONS DES OFFICIELS**Sidi Saïd et Ali Haddad répondent à Manuel Valls**

L'Union générale des travailleurs algériens, l'UGTA de Abdelmadjid Sidi Saïd, et le forum des chefs d'entreprises, le FCE de Ali Haddad, ont rendu publique, hier vendredi, une déclaration commune pour dénoncer «une campagne malveillante et fallacieuse» ayant précédé la visite de Manuel Valls à Alger. Cette déclaration, aux relents d'une réaction «officiuse» du cercle présidentiel, vient sans doute comme premier «tir inaugural» de ce qui tiendra lieu de la réplique d'Alger au geste peu élégant du Premier ministre français.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Manuel Valls, dont la visite à Alger avait été précé-
dée par une vive tension entre les deux
pays, autour de l'affaire Le Monde, et qui a
failli même faire annuler cette même visite,
n'a pas manqué de relancer la crispation des
relations entre les deux capitales !

A la fin de sa visite, clôturée comme c'est
devenu une tradition, par l'audience la plus
importante, celle accordée par Abdelaziz
Bouteflika, Manuel Valls publiera sur son
compte Twitter une photo du jour, celle le
montrant avec Bouteflika à Zéralda. Une
photo où l'on peut aisément voir un
Bouteflika «des mauvais jours», extrême-
ment fatigué, la bouche entrouverte et le
regard figé sur les photographes et leur
salve de flashes. La photo en question étant
en réalité prise pendant la séance photos
précédant l'audience et non pas durant celle-
ci. N'empêche, sa publication par Manuel
Valls déclenchera un déluge de réactions, en
Algérie et en France, sur l'état de santé de

Bouteflika. Ce que l'UGTA et le FCE, quali-
fient, dans leur communiqué «de campagne
qui atteint son paroxysme avec des manipu-
lations diffamatoires dirigées contre l'institu-
tion présidentielle au lendemain de la fin de
la visite». Ce qui est par contre surprenant,
dans cette seconde phase de ce qui convient
d'appeler «l'affaire Valls», c'est l'absence de
réaction officielle, sous aucune forme, de la
part des responsables algériens ! Pourtant,
une semaine auparavant, un simple article
de presse, illustré par une photo de
Bouteflika, avait déclenché une réaction
intempestive et au plus haut niveau de
l'Etat ! Pour beaucoup moins que cela, c'est-
à-dire des spéculations autour de son état de
santé sur la base d'une «photo», Bouteflika
en personne avait toujours réagi à sa façon
pour démentir la rumeur, souvent en «impro-
visant» une audience de dernière minute ou
une réunion «restreinte», rien que pour repa-
raître à travers le journal télévisé de l'ENTV.
Or, depuis dimanche dernier et la fin de la



Sidi Saïd, SG de l'UGTA.



Ali Haddad, président du FCE.

visite de Valls et la publication de «sa
photo», pas aucune autre image de
Bouteflika ! Jeudi dernier, l'envoyé spécial du
président de la Guinée-Equatoriale, auprès
de Bouteflika, c'était Abdelmalek Sellal qui le
recevait à sa place. Ce qui relance légitime-
ment les spéculations sur l'état de santé de
Bouteflika durant cette semaine. Et c'est cer-
tainement ce qui explique le plus la sortie
conjointe de Abdelmadjid Sidi Saïd et de Ali
Haddad, un vendredi ! Ces deux hommes,
très proches du cercle présidentiel ne se

seraient jamais risqués à une telle prise de
décision, un jour de repos en plus, sans en
avoir été autorisés. A l'évidence, le pouvoir
voulait briser ce silence pesant avant les sor-
ties des «officiels», dès aujourd'hui samedi
comme Abdelmalek Sellal à partir de
Constantine ou de Ahmed Ouyahia à travers
une activité de son parti, le RND. Ceci, en
attendant le retour sur scène, prévu cette
semaine, de l'autre porte-parole officieux du
cercle, Ammar Saàdani !

K. A.

LOUISA HANOUNE À PROPOS DE LA PHOTO PUBLIÉE PAR LE PREMIER MINISTRE FRANÇAIS :**«C'est un crime»**

Pour la secrétaire générale du Parti des travailleurs, la publication de la photo du président de la République par le Premier ministre français dans son compte Twitter, à l'issue de sa visite à Alger, est loin de relever d'un «accident», mais plutôt d'un «acte voulu», d'une «provocation délibérée», voire d'un «précédent grave».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Il
est loin le temps où les «déléga-
tions françaises venaient en Algérie,
prenaient tout et encensaient le
Président», soutenait, hier vendred-
i, Louisa Hanoune dans son dis-
cours introductif de la toute premiè-
re session ordinaire du nouveau
comité central issu du dernier
congrès extraordinaire du parti.
Ceci pour illustrer l'immense décep-

tion, et française, à l'issue de la
toute dernière visite du Premier
ministre Manuel Valls avec dans
son escarcelle des contrats pas à la
hauteur de ceux escomptés pour
faire face à la situation de totale
faillite à laquelle est en butte la
France. Et visiblement, la vanité
des pressions lancées la veille de
cette visite, avec l'illustration dans
le quotidien Le Monde par la photo

du président de la République de
l'implication de notre ministre de
l'Industrie et des Mines dans le
scandale Panama Papers, est éga-
lement, selon Hanoune, pour beau-
coup dans ce «crime» de «maltrai-
tance d'un malade» commis par
Valls, dans cette pratique «indigne
d'un Etat, surtout de la part d'un
pays des droits de l'Homme». «C'est
une dérive de gens qui n'arri-
vent pas à se maîtriser», ajoutera
la secrétaire générale du PT, pour
qui la santé du président de la
République est avant tout une
question purement «algérienne». Un
Président qui, de par son refus
de «céder aux pressions» de Paris

a fait preuve, selon elle, d'un esprit
de «résistance», en appelant, dans
ce sillage, à la «défense de la sou-
veraineté nationale». «Le
Président est malade. Tout le
monde sait que le Président est
malade. Mais c'est une chose qui
nous concerne, nous les Algériens,
ça ne concerne ni les Français, ni
les Américains ! Sa santé est une
question exclusivement algérienne
et la solution doit être exclusi-
vement algérienne !», affirmera enco-
re la secrétaire générale du PT qui
tiendra à avertir quant aux «tentat-
ions de certains à justifier ces pro-
vocations» par les «dysfonctionne-
ments et les défaillances qui exis-

tent réellement». Hanoune traitera
également des aveux faits, la
semaine dernière, par l'ex-président
du Conseil constitutionnel et ancien
ministre des Affaires étrangères
selon lesquels il a personnellement
introduit auprès des hautes autori-
tés du pays Pierre Falcone.

«Pierre Falcone est un vendeur
d'armes, un personnage sinistre
condamné à plusieurs reprises
dans son pays», affirmera-t-elle, iro-
nisant : «Le président du Conseil
constitutionnel traite avec quelqu'un
comme lui !» Pour elle, ces révéla-
tions sont «graves» et confirment
«la maffiotisation des institutions».

M. K.

BEDOUI, KHEBRI ET TEBBOUNE S'EXPLIQUENT AU SÉNAT**9 263 ressortissants nigériens reconduits dans leur pays et hausse de la production des hydrocarbures**

Près de 10 000, soit plus exactement 9 263, ressortissants nigériens présents sur le territoire national ont été reconduits vers leur pays depuis le début des opérations de rapatriement, a indiqué le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, lors de son intervention jeudi passé devant les parlementaires de la Chambre haute.

Selon la même source, la grande opé-
ration de rapatriement a commencé en 2014 et
«a concerné à ce jour 4 659 hommes, 1 434
femmes et 3 170 enfants». Ces précisions
portées par le ministre de l'Intérieur font suite
à une question orale posée par le sénateur
Abbas Bouamama sur la nécessité pour les
déplacés africains en situation irrégulière en
Algérie de respecter les lois de la
République, suite à des plaintes d'habitants
des régions du Sud faisant état de certaines
pratiques illicites de la part de ces déplacés
telles que la prostitution et la contrefaçon de
monnaie.

Pour M. Bedoui, «les opérations de rapa-
triement des déplacés nigériens se poursui-
vent toujours», précisant que le «dossier de
rapatriement des ressortissants d'autres
pays africains était à l'examen dans un cadre
bilatéral». Le ministre a rappelé que ces opé-
rations étaient réalisées en coordination
avec l'Etat nigérien qui a «demandé à

l'Algérie de rapatrier ses ressortissants en
situation irrégulière», affirmant que l'Algérie
veillait à ce que la dignité humaine et les
droits fondamentaux de ces ressortissants
soient respectés durant leur séjour sur son
territoire. Le ministre a indiqué avoir donné
des instructions «fermes» aux walis pour ne
pas perdre le contrôle de la situation. Outre
celui existant, un deuxième centre d'accueil
des déplacés africains sera ouvert à
Tamanrasset, a-t-il fait savoir. Quant à une
question qui lui a été posée par le sénateur
Hocine Saïdi sur l'impasse dans laquelle se
trouve l'Assemblée populaire communale de
Béni Ounif (Béchar), le ministre a souligné
que son département préparait un projet de
loi organique relatif à la consécration de la
démocratie participative affirmée dans la
dernière révision de la Constitution.

Deux autres ministres se sont succédé à
la tribune du Sénat pour répondre aux ques-
tions des sénateurs. Il s'agit respectivement

du ministre de l'Energie et celui de l'Habitat.
Pour Salah Khebri, il est prévu «une hausse
progressive de la production nationale en
hydrocarbures qui devrait atteindre 241 mil-
lions de tonnes équivalent pétrole (TEP) en
2020 grâce aux grands investissements ins-
crits dans l'actuel quinquennat dépassant 73
milliards de dollars». Selon lui, «la baisse de
la production des hydrocarbures est une
chose courante, mais les prix élevés des
cours du pétrole sur les marchés internatio-
naux avaient couvert ce recul», répondant
ainsi à une question d'un membre du Conseil
de la nation sur la maintenance des gise-
ments des hydrocarbures et gaz associé non
utilisés. Et d'ajouter : «La production des
hydrocarbures en Algérie avait atteint en
2004 225 millions TEP, avant de s'établir à
233 millions TEP en 2007», tout en ajoutant
«la production a chuté en 2008 pour frôler
ses plus bas niveaux en 2013 avec 186,7
millions TEP, avant de reprendre sa tendan-
ce haussière». Pour sa part, le ministre de
l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville,
Abdelmadjid Tebboune, a reconnu jeudi à
Alger la difficulté d'intégrer les normes d'effi-
cacité énergétique dans les programmes du
secteur en raison de leur coût élevé et de la

priorité accordée à la résolution de la crise
de logement. Selon lui, «il est possible d'inté-
grer les normes d'efficacité énergétique dans
les programmes du logement promotionnel
public, mais il est difficile de les intégrer dans
les autres programmes qui visent la réalisa-
tion d'un nombre important de logements à
des prix subventionnés et symboliques par-
fois». Il a souligné que les coûts de réalisa-
tion de logements à haute efficacité énergé-
tique dépassent le coût de réalisation de
logements ordinaires de 15 à 25 %, et ce, en
fonction des régions. Selon lui, «la générali-
sation de ces concepts au niveau national
exige l'intensification des efforts en vue de
répandre la culture de l'économie d'énergie
et préserver l'environnement».

Le ministère de l'Habitat avait lancé en
2011 un programme pilote de réalisation de
logements à haute efficacité énergétique, en
prenant en compte deux facteurs essentiels :
l'amélioration du confort thermique et l'éco-
nomie d'énergie. Ce programme vise la
construction de 600 logements publics loca-
tifs à Alger, Blida, Djelfa, Oran, Sétif,
Mostaganem, Skikda, El Oued, Tamanrasset
et Béchar.

A. B.